

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Chronique, Éolien et sites pollués
40 rue de la Préfecture
58000 NEVERS

Nevers, le 3 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SEPE DE CHARSONVILLE

330 rue du Port Salut
60126 Longueil-Sainte-Marie

Références : 220562
Code AIOT : 0005403215

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2022 du parc éolien de Bouhy, exploité par la société SEPE DE CHARSONVILLE, implanté à 58310 BOUHY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE DE CHARSONVILLE
- 58310 BOUHY
- Code AIOT : 0005403215
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le parc éolien de Bouhy exploité par la société ALTERRIC SARL (actionnaire de la SEPE DE CHARSONVILLE) a été mis en service en 2017.

La présente inspection, réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection, avait pour objectif de vérifier le respect des prescriptions des permis de construire (parc bénéficiant de l'antériorité) et de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 sur le volet risque accidentel.

Les installations suivantes ont été inspectées :

- plates-formes des éoliennes CH3, CH4 et CH5,
- le poste de livraison et sa plate-forme,
- l'intérieur de l'éolienne CH3 : pied de mat, nacelle, tête du rotor, moyeu.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- éolien,
- risque accidentel.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III.	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
10	Exploitation (survitesse)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III.	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
14	Exploitation (frein mécanique)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III.	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
16	Prescriptions émises au titre de l'environnement	Autre du 26/05/2011, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société ALTERRIC gère le parc éolien de Bouhy en collaboration avec le constructeur des éoliennes.

Les maintenances sont réalisées selon la périodicité réglementaire.

Des non-conformités sont relevées, relatives aux éléments suivants :

- le manque d'entretien de la végétation autour des éoliennes,
- l'affichage réglementaire peu lisible au poste de livraison,
- l'absence de haies compensatoires,
- l'absence du système parafoudre dans la liste des systèmes instrumentés de sécurité,
- l'absence d'exercice d'entraînement en lien avec les services de secours.

Une demande de compléments est émise sur les éléments suivant n'ayant pas été contrôlés sur le terrain :

- les rapports de maintenance principale « master maintenance »,
- les relevés du SCADA relatifs aux détections de survitesse et aux alarmes en lien avec le frein mécanique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques techniques

Référence réglementaire : Permis de construire du 26/05/2011
Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques techniques et situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Parc éolien Puissance totale: 11,5 MW <ul style="list-style-type: none">◦ Nombre d'éoliennes du parc : 5◦ Date de début de construction du parc : juillet 2016◦ Date de mise en service : 2017 Éoliennes : <ul style="list-style-type: none">• Modèle des éoliennes : ENERCON E-82• Hauteur du mât (nacelle comprise) : 106,78 m• Diamètre du rotor : 82 m
Constats : Le parc éolien de Bouhy a été mis en service en 2017. Ses caractéristiques techniques sont conformes aux permis de construire. Il a fait l'objet d'une autorisation ICPE au titre des droits acquis le 30 août 2012.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Caractéristiques organisationnelles

Référence réglementaire : Permis de construire du 26/05/2011
Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques organisationnelles et situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Constructeur :• Exploitant :• Prestataire en charge de la maintenance :<ul style="list-style-type: none">◦ date du début de contrat :
Constats : Le parc éolien de Bouhy a été construit par la société ENERCON. Il est exploité par la société ALTERRIC SARL, société issue d'une joint-venture entre Enercon Investissement (qui exploitait le parc) et la société EWE en mars 2021. Les intervenants sur le parc de Bouhy restent inchangés. Le prestataire en charge de la maintenance est la société ENERCON SERVICE FRANCE depuis le 11 novembre 2016 à la mise en service du parc. Le maintenancier dispose d'une base à proximité, à JOUX-LA-VILLE dans l'Yonne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis l'acte de cautionnement des garanties financières, par la société QBE, d'une valeur de 360 000 € et prenant effet à partir du 1 ^{er} juillet 2022 pour une durée de 5 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Autre, Voie d'accès et abords des aérogénérateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : La voie d'accès est en bon état. Les alentours des plates-formes des éoliennes ne sont pas entretenus : la végétation commence à prendre de la hauteur (jusqu'à au moins 1 m par endroit). L'exploitant doit faucher la végétation aux alentours des éoliennes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des aérogénérateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. <p>Constats : L'inspecteur a constaté que les aérogénérateurs sont bien identifiés sur les mâts et sur les panneaux d'affichage en bout de piste.</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant n'a pas encore déclaré son parc sur l'outil de référencement des éoliennes (OREOL). À noter que le numéro d'identification des éoliennes visible sur les mâts devra correspondre avec la déclaration OREOL.</p> <p>L'exploitant doit déclarer son parc sur l'outil OREOL, il informera l'inspection des installations classées dès que cela aura été fait et au maximum sous 3 mois.</p> <p>Au niveau du poste de livraison, le panneau indiquant les prescriptions à observer par les tiers a été arraché et est posé sur un des murs du poste de livraison, le rendant peu visible depuis les voies d'accès. De même, les consignes de sécurité affichées, sur et autour de la porte du poste de livraison, sont très peu lisibles, à moitié effacées.</p> <p>L'exploitant doit remettre en conformité ces affichages et les rendre visibles et lisibles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Intérieurs des aérogénérateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p> <p>Constats : L'intérieur de l'éolienne CH3 a été inspecté : pied de mât, nacelle, rotor. L'aérogénérateur est propre et aucun matériaux combustible ou inflammable n'a été observé.</p> <p>Aucune fuite d'huile n'a été constatée en nacelle et dans le rotor.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques et Exercices d'entraînement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p>
<p>Constats : La société ENERCON SERVICE FRANCE forme les agents intervenant sur site et ceux pilotant les éoliennes à distance.</p> <p>L'exploitant a transmis un courrier de la société ENERCON SERVICE FRANCE assurant que le personnel est formé aux risques.</p> <p>Non-conformité 1 : Cette seule réponse est insuffisante et ne permet pas à l'inspection des installations classées de pouvoir vérifier les formations suivies par le personnel intervenant sur le parc de Bouhy.</p> <p>L'exploitant doit transmettre des attestations (ou justificatifs équivalents) de formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 (SCADA, exploitation et maintenance de la turbine, gestion/prévention d'une survitesse, des effets de la foudre, des défauts de stabilité et d'assemblage, etc.).</p> <p>Non-conformité 2 : L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice d'entraînement sur le parc de Bouhy avec les services de secours.</p> <p>L'exploitant a réalisé des exercices avec le GRIMP sur le parc de Pougny (58), qu'il exploitait auparavant, en 2019 et le 23 juin 2021 mais aucun exercice n'a eu lieu sur le parc de Bouhy. Une inspection commune du parc de Bouhy avait eu lieu avec le GRIMP et le SDIS à la mise en service. L'exploitant a mis à jour ses plans d'intervention et les a communiqués au SDIS.</p> <p>L'exploitant doit réaliser un exercice d'entraînement en lien avec les services de secours sur le parc éolien de Bouhy.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III.
Thème(s) : Risques accidentels, SIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats : L'exploitant tient à jour une liste des systèmes instrumentés de sécurité (SIS) comprenant la détection d'un incendie, la détection de survitesse et la perte d'intégrité d'un aérogénérateur.</p> <p>Les opérations de maintenance principale et la maintenance des systèmes de graissage sont réalisées tous les 6 mois.</p> <p>Le prestataire de maintenance procède aussi à une maintenance généralisée tous les 4 ans.</p> <p>Non-conformité : La détection d'un impact foudre n'est pas mentionnée dans la liste des SIS.</p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un paratonnerre en nacelle et en bout de chaque pale mais n'est pas équipé d'un compteur foudre. Le système de protection contre la foudre présent dans chaque pale est relié électriquement au potentiel de terre, ce réseau électrique a pu être observé par l'inspecteur lors de l'inspection du rotor de l'éolienne CH3.</p> <p>Le contrôle et la maintenance des paratonnerres et des raccordements parafoudre des pales est mentionné dans le manuel d'entretien et est réalisé lors des opérations de maintenance.</p> <p>L'exploitant doit compléter la liste des SIS en ajoutant le système parafoudre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Registre maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose du manuel d'entretien de l'installation, qui a été transmis à l'inspection et comporte les éléments requis par l'arrêté ministériel.</p> <p>L'exploitant tient sur site, pour chaque éolienne, un registre dans lequel sont consignés l'ensemble des opérations de maintenance qui ont été effectuées.</p> <p>Demande de compléments : L'exploitant doit transmettre les rapports de maintenance principale « master maintenance » comportant l'ensemble des vérifications prévues par le manuel d'entretien (frein mécanique, brides de fixation, pales).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Exploitation (survitesse)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III.
Thème(s) : Risques accidentels, SIS – Détection de survitesse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>Constats : Pour la détection de survitesse, la liste de SIS est complète. Le manuel d'entretien précise l'ensemble des éléments à vérifier (détecteurs et capteurs, éléments de câblage, frein aéraulique, frein mécanique, capteur de vitesse de rotation du rotor, position des pales, etc.).</p> <p>Les derniers contrôles du SIS pour la survitesse ont été réalisés le :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 31/01/22 pour CH1, - 04/02/22 pour CH2, - 31/03/22 pour CH3, - 07/06/22 pour CH4, - 03/06/22 pour CH5. <p>Aucune défaillance n'a été constatée lors de ces contrôles.</p> <p>Pour s'assurer de la bonne position des pales « en drapeau » (position de sécurité), l'installation est équipée de capteurs et l'exploitant peut aussi procéder à une vérification visuelle sur place dans le rotor. Ces vérifications, redondantes (à distance avec les capteurs et sur le terrain), sont réalisées une fois par an.</p> <p>Demande de compléments : À sa connaissance, il n'y a pas eu d'alarme sur le SCADA en lien avec une détection de survitesse. L'exploitant doit transmettre les relevés SCADA le justifiant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : Exploitation (brides de serrage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides de serrage – Recommandation constructeur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p> <p>Constats : Pour le contrôle des brides de serrage (fixation des pales au rotor), le constructeur préconise lors de chaque opération de maintenance principale : - un contrôle (vissage) à la clé dynamométrique sur 10 % des brides chaque année : un repère coloré est tracé sur chaque bride contrôlée, chaque couleur correspondant à une année de contrôle, - un contrôle acoustique de l'ensemble des brides qui n'ont pas été contrôlées à la clé dynamométrique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Exploitation (brides de serrage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.I.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle bride de serrage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>Constats : Le contrôle des brides à la clé dynamométrique est lissé : tous les 6 mois, lors de la maintenance principale, 10 % des brides sont contrôlées à la clé dynamométrique tandis que l'ensemble des brides non contrôlées à la clé est contrôlé au son.</p> <p>Dans le rotor de l'éolienne CH3, les marques de contrôle des brides sont cohérentes avec les recommandations du constructeur. Le serrage des brides ne semble pas avoir diminué.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Exploitation (pales)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des pales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>Constats : Le constructeur préconise uniquement le contrôle visuel de l'extérieur des pales depuis le toit de la nacelle.</p> <p>Ce contrôle est réalisé lors de la maintenance principale qui a lieu tous les 6 mois.</p> <p>Le contrôle de l'intérieur de l'intégrité de l'intérieur des pales n'est pas systématique. À l'intérieur des pales, seul le système parafoudre parcourant chaque pale est contrôlé systématiquement, ainsi que les plaques de fond de pale.</p> <p>Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de dégâts sur l'extérieur des pales de l'éolienne CH3.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Exploitation (frein mécanique)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle du frein mécanique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>Constats : Pour le contrôle du frein électro-mécanique, le manuel d'entretien prévoit la vérification du bon fonctionnement des freins (patin, etc.), de la piste de freinage, de la liaison entre le moteur du pitch et les freins, du groupe hydraulique (circuit hydraulique, huile, pression d'huile, etc.).</p> <p>L'inspecteur a pu constater que la piste de freinage du frein mécanique de l'éolienne CH3 est en bon état et aucune fuite d'huile n'a été observée.</p> <p>Demandes de compléments : L'exploitant doit transmettre les relevés SCADA pour les alarmes relatives au frein mécanique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 15 : Auto-surveillance

Référence réglementaire : Permis de construire du 26/05/2011, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance des niveaux acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Des mesures sonométriques devront être réalisées au droit des habitations les plus proches pour vérifier que les émergences limites réglementaires sont bien respectées. Ces mesures seront transmises à l'Agence Régionale pour la Santé (ARS).</p> <p>En cas de dépassement des émergences, des mesures compensatoires devront être prises (diminution de la puissance des machines en période nocturne aux vitesses de vent présentant des émergences de bruit au-dessus des valeurs réglementaires).</p> <p>Constats : Les mesures des niveaux sonores ont été réalisées par le bureau d'études ECHOPSY du 30 octobre au 7 novembre 2019 (rapport du 10/04/2020) selon le protocole en vigueur à date de réalisation des mesures.</p> <p>Les résultats sont conformes aux limites réglementaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Prescriptions émises au titre de l'environnement

Référence réglementaire : Permis de construire du 26/05/2011, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures ERC et suivis environnementaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : - des haies d'essences locales devront être plantées : * à la sortie du hameau de la Valotte * entre la dernière habitation du village de Bouhy et le parc éolien * le long de la RD 957</p> <p>- Un suivi post installation concernant les grues cendrées et les chiroptères sera mis en place sur une durée de trois ans. Ce suivi sera communiqué annuellement à la Direction Départementale des Territoires de la Nièvre (DDT).</p> <p>Constats : L'inspecteur des installations classées s'est rendu sur les trois lieux faisant l'objet d'une plantation de haies.</p> <p>Aucune haie prévue par les permis de construire n'est présente.</p> <p>L'exploitant indique avoir planté les haies à l'automne 2017 et à l'automne 2021, et à chaque fois, le département aurait tout taillé dans le cadre de l'entretien des routes.</p> <p>L'exploitant doit transmettre les justificatifs relatifs aux échecs de plantation des haies.</p> <p>L'exploitant doit transmettre une proposition de mesures compensatoires comparables si ces plantations de haies s'avèrent irréalisables. Cette transmission doit prendre la forme d'un dossier de porter-à-connaissance, accompagné de toutes pièces justificatives associées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois